

le stéphanois



272 JUIN 2020

JOURNAL D'INFORMATIONS DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY

Mandat d'agir p. 4 et 5

Après deux mois à ronger leur frein, les élu-e-s et réélu-e-s du 15 mars ont pu être installé-e-s lors d'un conseil municipal hors norme.

Sorti-e-s des radars p. 6 et 7

Véritable machine à amplifier les inégalités, le confinement a également mis hors champ la partie la plus fragile de la population.

Rencontre virale p. 18 et 19

Quand un virus ARN rencontre un virus HTML, que se racontent-ils ? Un virologue et une informaticienne répondent...



Trafic sous influence

Depuis la fin du confinement, le trafic routier est reparti sur les chapeaux de roue. Mais après la dangereuse embarquée Covid-19, la voiture et le camion peuvent-ils encore rouler dans le convoi de tête des transports ? p. 10 à 13



PHOTO: J. L.

CENTRES DE LOISIRS

Les inscriptions sont lancées pour cet été

En raison des protocoles sanitaires stricts mis en place cette année, la Ville a dû revoir l'organisation de ses centres de loisirs pour cet été. Avec le souci de garantir la sécurité de tous, mais aussi d'offrir aux enfants des conditions d'accueil épanouissantes, synonymes de « vraies vacances », les équipes ont mis au point une nouvelle organisation. La proximité sera de mise avec l'ouverture de neuf centres, situés sur l'ensemble du territoire. Les horaires d'accueil restent inchangés (8 h 30-17 h 30 et 7 h 30-18 h en journée longue), une restauration sera proposée (menu unique). Les familles devront déposer les enfants directement sur site, le ramassage en car est suspendu pour cette session.

LES INSCRIPTIONS sont ouvertes en ligne sur saintetiennedurouvray.fr. Bon à savoir également, il reste quelques places sur les courts séjours à Saint-Martin-sur-Bréhal dans la Manche. Plus d'infos au 02.32.95.83.83.

COVID-19

Centre de consultation

Les professionnels de santé stéphanois et sottevillais ont ouvert le 2 avril un centre de consultation Covid avec l'appui humain et logistique de la Ville. Situé salle festive, ce centre n'est accessible qu'aux patients orientés par leur médecin.

Son ouverture a permis de libérer les cabinets de ville et les urgences pour les autres pathologies. « *Devant la reprise de notre activité libérale et la difficulté à mener de front les deux activités, indique le docteur Delphine Secret, nous pensons fermer à partir de juin car depuis fin mai il existe un centre de prélèvement à l'hôpital Saint-Julien.*

L'Agence régionale de santé (ARS) nous a toutefois demandé de ne pas fermer en raison de la levée encore plus importante des restrictions. Nous restons donc ouverts mais nous allons réduire les heures d'ouverture car nous ne pouvons pas continuer à mener toutes nos obligations professionnelles en même temps. »



PHOTO: J.-P.S.



PHOTO: J. L.

MASQUES

Masqué.e.s mais déconfiné.e.s

La Ville a distribué aux Stéphanois.es la dotation de 30 000 masques réutilisables 10 lavages, que lui a allouée la Métropole Rouen Normandie. Les 12, 19, 23 et 27 mai, les habitant.e.s ont pu retirer leur masque dans leur bureau de vote habituel (sauf Croizat et Duruy). La multiplication des sites de distribution a permis de respecter les gestes barrières lors de la distribution.

HOMMAGE

« Une personne qui compte dans l'histoire culturelle stéphanaise »

Gérard Carreau est décédé le 12 avril à l'âge de 86 ans. Né le 15 juin 1934 à La Charité-sur-Loire (Nièvre), il reçoit une formation d'instituteur à l'école normale d'Auxerre où il crée, à l'âge de 19 ans, son premier groupe vocal. Nommé à Saint-Étienne-du-Rouvray à l'école Louis-Pergaud (dont il fut également le directeur), il s'investit dans la vie de la commune, rappelle Jérôme Gosselin, ancien adjoint au maire en charge de la culture : « *Il était aussi directeur des centres de vacances de la Ville, je me souviens qu'il venait nous réveiller dans les dortoirs avec son violon.* »

Violoniste de formation, Gérard Carreau devient directeur de l'école de musique stéphanaise en octobre 1978, succédant à Max Pinchard. Pendant dix années, « *il donnera un essor nouveau à l'école de musique, ajoute l'ancien élu. C'était aussi un grand passionné de musique qu'on appelle traditionnelle et populaire et de musique classique anglaise.* »

Chef de chœur, il crée le groupe vocal Voix unies et l'ensemble Oriana de Rouen. Il est également l'auteur, en 1998, d'un *Dictionnaire biographique des collecteurs de l'ancienne chanson folklorique française, 1830-1930 environ.*

Philippe Tailleux, son successeur en 1989 à la tête de l'école de musique et de danse jusqu'en 1999, se souvient de Gérard Carreau comme d'un « *homme de confiance, un homme très ouvert, cultivé et qui s'investissait beaucoup dans l'éducation populaire. Il a développé la dimension sociale de la pratique culturelle, on a essayé de garder cette idée avec une école très proche de son public.* »

Martine Bécuwe, ancienne directrice du conservatoire après Philippe Tailleux, était une amie proche de Gérard Carreau : « *C'était un grand monsieur, avec beaucoup de cœur et de connaissances. Il accordait une grande valeur à l'amitié. C'était un modèle de vie pour moi. J'ai beaucoup de chagrin qu'il soit parti...* »

Pour Jérôme Gosselin, « *Gérard Carreau est une personne qui compte dans l'histoire culturelle musicale de Saint-Étienne-du-Rouvray. Il a posé des jalons sur lesquels s'est construite l'histoire culturelle stéphanaise.* »

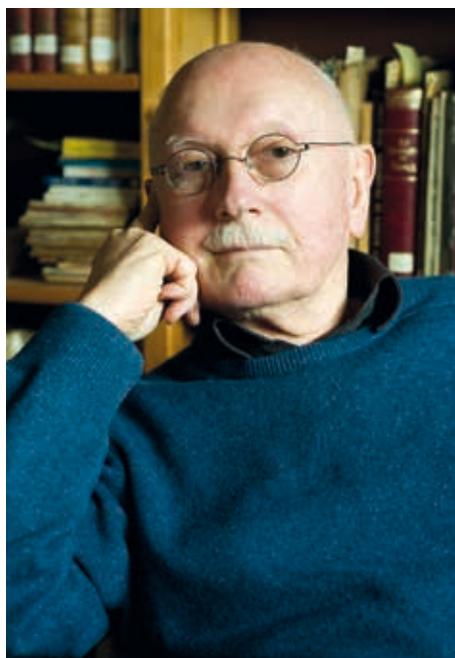


PHOTO: J. L.



À MON AVIS

Consolidons la ville solidaire

Vous retrouvez à nouveau dans votre boîte aux lettres, en ce mois de juin, votre journal d'informations de Saint-Étienne-du-Rouvray dont les conditions de préparation n'ont pas été faciles.

En effet, la situation pandémique a bouleversé nombre de nos habitudes. Les services municipaux reprennent petit à petit dans des conditions de sécurité sanitaire que je veux optimales.

Avec la nouvelle équipe municipale élue dès le premier tour le 15 mars dernier, nous allons consolider, avec vous et pour vous, la ville solidaire dont nous avons tous besoin.

Cette crise sanitaire nous oblige collectivement à repenser le monde, notre rapport à l'environnement mais aussi à conforter et développer les services publics qui ont été en première ligne pour nous sauver et nous protéger.

Vous connaissez mon engagement pour cela. Je suis et serai un maire déterminé à vous défendre.

Joachim Moyse

Maire, conseiller régional



Directrice de la publication :

Anne-Émilie Ravache

Directrice de l'information et de la communication :

Sandrine Gossent.

Réalisation : service municipal d'information et de communication. Tél. : 02.32.95.83.83 - serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex.

Conception graphique : L'ATELIER de communication.

Mise en page : Aurélie Mailly. **Illustrations :** Gayanée Béreyziat, Cambon/Iconovox. **Rédaction :** Stéphane Nappes, Antony Milanesi, Ariane Duclert. **Secrétariat de rédaction :** Céline Lapert. **Photographes :** Éric Bénard (E.B.), Jean-Pierre Sageot (J.-P.S.), Jérôme Lallier (J.L.), Loïc Seron (L.S.). **Distribution :** Benjamin Dutheil. **Tirage :** 15 000 exemplaires. **Imprimerie :** IROPA 02.32.81.30.60.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Levée du bouton « stand-by »

Avec plus de deux mois de retard sur le calendrier initial, le conseil d'installation des élu·e·s du 15 mars s'est tenu jeudi 28 mai. Le maire et ses adjoint·e·s sont entré·e·s dans leurs fonctions.

Les coulisses de l'info

Le déconfinement était aussi synonyme du retour partiel à une vie politique (presque) normale. La rédaction a pu assister à ce conseil d'installation hors norme qui s'est tenu à huis clos (mais retransmis en direct sur Facebook) en raison des mesures barrières.

Le calendrier légal avait prévu qu'il se tienne entre les 20 et 22 mars. Mais l'état d'urgence sanitaire en a décidé autrement. Les 30 139 conseils municipaux élus dès le premier tour et leurs 431 739 conseillers (source : courriertesmaires.fr) ont ainsi dû ronger leur frein pendant plus de deux mois avant de pouvoir élire leur maire, leurs adjoints et leurs conseiller·ère·s délégué·e·s.

La chose est désormais officielle à Saint-Étienne-du-Rouvray pour les trente-cinq conseiller·ère·s élu·e·s ou réélu·e·s le 15 mars. Toutes et tous étaient présent·e·s, jeudi 28 mai, dans la salle du conseil spécialement réaménagée afin de respecter les mesures barrières.

Le maire communiste sortant Joachim Moysse a été largement reconduit dans ses fonctions avec trente-deux voix sur trente-quatre votes exprimés, plus un nul, face à Brahim Charafi qui brigait lui aussi le siège de maire. Ce dernier a recueilli deux voix. Le scrutin s'est tenu à bulletin secret.

Remerciements

Après avoir ceint l'écharpe tricolore, Joachim

Moysse a remercié les élu·e·s et a rendu un hommage appuyé aux anciens élu·e·s de la mandature qui vient de s'achever. « Depuis le 15 mars, les élections ont été confisquées par cette saleté de virus qui ne nous a pas permis d'installer le conseil le 20 mars, a-t-il ajouté. De la part des nouveaux élus, il y a eu beaucoup de frustration, je le sais, car il était impossible de s'engager dans le travail pour l'intérêt de la population. »

Le maire a également dressé le bilan social et éducatif de deux mois et plus de confinement : « Les inégalités sociales et scolaires ont été renforcées au cours de cette période. Mais nous n'avons pas oublié de travailler la solidarité car c'est l'identité stéphanaise. Je veux remercier à cet égard les Stéphanois·es qui ont fait œuvre d'entraide. Et à côté de cela, il y a eu l'action des agents municipaux et des associations que je tiens également à remercier. »

« Se redonner de l'air »

Le maire réélu a ensuite pris un ton plus politique. « On a été asphyxiés de nos libertés fondamentales avec les restrictions d'aller et venir, avec l'annulation de toutes les manifes-





Le maire sortant Joachim Moise a été reconduit dans ses fonctions jeudi 28 mai par les élu-e-s sorti-e-s des urnes le 15 mars, premier tour des élections municipales.

PHOTO: J.L.

INTERVIEW

Le maire réélu Joachim Moise

Quel constat faites-vous aujourd'hui sur le maintien du premier tour des élections municipales ?

Même si tout a été fait pour permettre que ce premier tour ait lieu dans de bonnes conditions, je déplore le recul démocratique engendré par la crise liée au coronavirus. Au cours des vingt dernières années, la participation aux élections municipales n'a jamais été aussi basse. Lorsqu'on est candidat, on a le souhait de faire en sorte qu'il y ait la plus grande participation possible. J'ai rencontré des gens qui m'ont dit, « On est désolé, on aurait bien voté pour vous mais on avait peur de se déplacer et de choper cette saleté de virus ». Ça laisse un goût d'amertume.

Le confinement a repoussé l'installation du conseil municipal. Cela a-t-il eu des conséquences sur la gestion de la crise ?

Dans un fonctionnement normal, le maire peut déléguer la prise de décisions aux adjoints. Sans l'installation du conseil municipal, c'était impossible. Le gouvernement en a pris la mesure et a fait en sorte que les maires puissent prendre, seuls, les décisions en consultant et en informant les adjoints, sans possibilité de déléguer la prise de décision.

Je voudrais remercier à la fois les anciens et les nouveaux élus du 15 mars qui m'ont tous accordé une réelle confiance. J'ai eu des messages de soutien, de différentes origines politiques, il y a eu de la solidarité vis-à-vis de la charge psychologique que j'ai eue à supporter.

Certaines décisions ont-elles tout de même été contestées ?

Les Stéphanaïses et les Stéphanaïses ont compris la difficulté de la gestion de ce moment très particulier. Il y a eu des marques de compréhension sur le fait qu'on ne décide pas ici, à Saint-Étienne-du-Rouvray, de la même façon que dans les villes voisines. Je prends l'exemple du Petit-Quevilly, où la maire a mis en place une fabrique municipale de masques. Ici, nous avons fait marcher la solidarité et l'entraide en créant une plateforme d'échanges, d'offres et de demandes, qui a également fonctionné pour la proposition de courses, etc. J'ai voulu m'appuyer sur le fait qu'à Saint-Étienne-du-Rouvray il y a toujours eu la marque de cette solidarité plus qu'ailleurs.

Retrouvez l'intégralité de l'interview de Joachim Moise sur saintetiennedurouvray.fr, rubrique « Actualités ».

tations, avec l'impossibilité d'échanger et de débattre. Il faut maintenant se redonner de l'air, se réanimer tous ensemble pour redonner des couleurs à la vie et à la Ville cet été. Il faut enlever le bouton stand-by et allumer le projet municipal dès le mois de septembre. » Les groupes n'étant pas encore constitués, le maire a néanmoins souhaité que chaque sensibilité politique puisse s'exprimer en séance.

Expressions politiques

Léa Pawelski, pour le Parti socialiste, a remercié les agents et les Stéphanaïses pour leur mobilisation pendant le confinement. Elle a pointé la responsabilité du gouvernement qui, notamment, « refuse aux jeunes de moins de 25 ans qui sont les plus touchés par la crise d'accéder au RSA ». Noura Hamiche, seule élue de la liste soutenue par le NPA « Saint-Étienne vraiment à gauche pour un monde meilleur », a pour sa part pointé l'état critique du système de santé : « Il n'y a pas besoin d'un Ségur* pour savoir ce dont l'hôpital et les soignant-e-s ont besoin. » Elle a également alerté le conseil sur le risque de fermeture qui, selon elle, pèse sur le bureau de

poste Carnot. Lise Lambert, pour La France insoumise, a fait le vœu que « le monde de demain ne ressemble pas au monde d'avant », la cadette du conseil a également dit son intention de « mettre l'écologie au centre du projet municipal et métropolitain ». Brahim Charafi, tête de liste « Osons ensemble l'avenir de Saint-Étienne-du-Rouvray » élu avec sa colistière Sarah Tessier, a souligné qu'une « opposition est nécessaire, c'est le jeu de la démocratie qui l'exige. Nous serons une opposition intelligente et constructive ». Pascal Le Cousin, pour le Parti communiste, évoquant la « force » et la nécessité d'un service municipal a prévenu : « Nous n'accepterons pas que les héros d'aujourd'hui redeviennent les exploités de demain. » David Fontaine, pour Europe Écologie les Verts (EELV), a appelé à « un engagement massif pour l'environnement et la santé ». ■

* Le « Ségur de la santé » est une concertation avec les acteurs de la santé lancée par le gouvernement. Son nom provient de l'avenue de Ségur qui borde le ministère de la Santé.



CONFINEMENT

Le lien avec « les invisibles » difficile à maintenir

Associations et bénévoles ont bataillé pour continuer de venir en aide aux personnes vulnérables pendant le confinement. Plus que jamais dans l'angle mort de la société, les plus fragiles subissent plus fortement et plus longtemps l'impact de la crise sanitaire.

Les coulisses de l'info

Alors que la situation des plus fragiles s'aggravait à cause de la crise, les associations qui leur viennent en aide rencontraient elles aussi plus de difficultés. Comment les bénévoles ont-ils contourné les obstacles du confinement ?

Avec tous ces gestes barrières à respecter, comment continuer à tendre la main à ceux qui en ont le plus besoin ? L'épidémie de coronavirus et le confinement imposé à tous ont fini de couper le dernier lien qui reliait les plus vulnérables au reste de la société. Du jour au lendemain, services publics et associations ont perdu de vue une grande partie des « invisibles ». Personnes âgées, en situation de handicap, mineurs non accompagnés, familles précaires, marginaux, femmes battues... plus isolés que jamais, certains d'entre-eux ont payé le prix fort de la crise sanitaire.

Majoritairement victimes du Covid-19, les aînés ont d'autant plus souffert de l'isolement forcé qu'ils maîtrisent souvent mal les outils numériques. À l'heure du tout wifi, difficile de rester connecté au monde extérieur sans avoir appris à jongler avec Skype, Whatsapp ou le petit nouveau, Zoom. Le téléphone ? « Au bout de deux mois, ça ne suffit plus ! », jure Jean-Claude Décréau, bénévole de l'association des Petits Frères des pauvres qui lutte contre l'isolement des aînés. Depuis deux ans, il tisse des liens avec Michel, 82 ans, qui vit au foyer Adoma à Saint-Étienne-du-Rouvray. « Il est resté confiné deux mois dans 20 m². Les lieux communs du foyer étaient inaccessibles, les discussions avec la caissière masquée impossibles... j'étais son seul contact. » Sa visite hebdomadaire chez Michel, Jean-Claude l'a remplacée par quelques coups de fil et une idée neuve : « Je lui ai envoyé des cartes postales faites avec des photos de mes anciens voyages. Ça nous a donné des sujets de conversation, mais pas de quoi remplacer le dialogue en face-à-face. » D'après un rapport publié début juin par les Petits Frères des pauvres, 650 000 personnes âgées de plus de 60 ans n'ont eu aucun confident pendant le confinement.

« D'un coup, on ne pouvait plus faire de collectes auprès des habitants, ni de distributions », explique Brigitte Benmessaoud, responsable de l'antenne stéphanaise du Secours populaire. Grâce à l'engagement des bénévoles, les distributions ont pu reprendre au bout d'un mois mais il y a eu peu de passage. « On n'a pas réussi à contacter tout le monde, et beaucoup ne savent pas comment nous joindre. »

Des élans de solidarité

Dans leurs rapports, les associations ont montré comment la crise était une machine à renforcer les inégalités. « Le coronavirus, c'est la double peine pour les plus pauvres » (Secours catholique) ; « La probabilité de contagion augmente avec le niveau de précarité » (Oxfam France)... Si bien qu'elles ont pu générer des élans de solidarité lors de campagnes de prévention ou d'appel aux dons. « Des particuliers ont été jusqu'à nous proposer leur logement pour l'accueil de femmes victimes de violences, illustre Gaëlle Tanasescu, coordinatrice du Pôle accueil violences intrafamiliales de Rouen (lire interview ci-contre).

De nouveaux soutiens sur le long terme ?

Alors que le déconfinement progressif est enclenché, les structures redoutent les conséquences à long terme de la crise. Conseillère à la mission locale de Rouen, Agnès Sénécal essaie de préparer les jeunes déscolarisés qui la contactent. « Avec le confinement, ils ont vu leur CDD s'arrêter ou leur embauche en CDI annulée. Ils n'ont pas fini de subir l'impact économique de la crise. On leur dit qu'il faut s'accrocher, les associations ou les structures comme les nôtres seront là pour les aider. » ■

INTERVIEW

« Il y a eu une augmentation des cas d'urgence »

Gaëlle Tanasescu, coordinatrice du Pôle accueil violences intrafamiliales (Pavif) Rouen.

Quel a été l'impact du confinement sur les femmes victimes de violences ?

Le confinement renforce inévitablement la stratégie d'isolement de la victime par l'agresseur. Les femmes pouvaient difficilement sortir ou accéder à un téléphone pour contacter une amie ou une plateforme d'écoute. Dans les familles où il y avait déjà des tensions, des conflits violents ont pu éclater. Nous n'avons pas reçu plus d'appels mais il y a eu une augmentation des cas d'urgence comme, par exemple, des femmes qui nous appelaient après avoir fui leur domicile. De son côté, la police a enregistré une baisse du nombre de plaintes, mais il y a eu une augmentation des interventions à domicile et des gardes à vue.

Comment avez-vous contourné les contraintes du confinement ?

Nous avons commencé par recontacter toutes les femmes avec qui nous avions déjà mis en place un suivi. Nous voulions qu'elles sachent que nous restions mobilisés et qu'elles pouvaient nous appeler si elles en avaient besoin. Nous avons maintenu un standard téléphonique quotidien et nous nous sommes organisés pour pouvoir aller chercher des femmes chez elles afin de les conduire dans un hébergement d'urgence.

À quelles conséquences doit-on s'attendre dans les mois qui viennent ?

Depuis le début du déconfinement, on constate une augmentation du nombre d'appels de femmes qui nous disent « Je n'en peux plus ». Le confinement leur a révélé l'impossibilité de réguler un conflit ou de mettre leur stratégie d'évitement en place. Il y a parfois eu un premier passage à l'acte, la première gifle... Les appels de l'après-11 mai font souvent suite à une prise de conscience.

Inscriptions distancielles

Inscriptions automatiques, par dépôt papier ou en ligne, tout est mis en œuvre pour respecter la « distanciation sociale » lors de la campagne Unicité marquée cette année par le Covid-19.

SOLIDARITÉ Dédommagement des usagers

Le maire Joachim Moysé a décidé de dédommager les usagers Unicité privés de leur activité pendant la période de confinement. Un courrier a été envoyé à chaque usager. Le maire y explique qu'en raison de « ce contexte de grande difficulté et d'incertitude pour tous » et « afin de vous apporter un soutien exceptionnel en ce moment de crise », il a décidé de rembourser un tiers de la contribution payée par l'usager pour la période 2019-2020.

La restauration scolaire et les centres de loisirs et de vacances sont exclus du dispositif puisqu'ils sont facturés à l'unité consommée.

« Ce geste de solidarité, ajoute le maire, concernera 2 800 factures pour un montant total de 109 000 euros. » Mais aussi le Rive Gauche...

Les spectateurs du Rive Gauche ont également pu être dédommagés. La directrice de la scène stéphanaise, Raphaëlle Girard, a envoyé un courrier aux spectateurs dans lequel elle leur écrit que le maire a également souhaité manifester son soutien aux compagnies en leur réglant « les prix de cessions prévus afin que les salaires des artistes, techniciens et administratifs puissent quand même être versés ».

LE GUIDE UNICITÉ QUI RASSEMBLE LES OFFRES DE LOISIRS, SPORTIVES OU CULTURELLES de la Ville sera distribué dans les boîtes aux lettres à partir du 18 juin. À compter de cette date, les Stéphanois-es auront le choix entre plusieurs options « distancielles » pour s'inscrire à leurs activités, assure Fanny Bénard, la responsable municipale du dispositif Unicité : « La situation sanitaire nous contraint à adapter les modalités d'inscription afin de garantir la sécurité sanitaire des usagers et des agents. Aussi, cette année, les inscriptions à la restauration scolaire et aux Animalins seront automatiques. Si les usagers ne souhaitent pas être réinscrits, ils devront nous prévenir avant le 10 juillet. Et si au plus tard le 12 octobre, ils ne se sont pas manifestés, leur inscription automatique sera maintenue et donc facturée. »

Le reste des inscriptions se fera soit par dépôt du dossier papier dans les boîtes aux lettres de l'hôtel de Ville et de la maison du

projet (place Jean-Prévost), soit par voie électronique, à partir du 22 juin. « Les inscriptions "papier" ou remplies en ligne sur le site saintetiennedurovray.fr, rubrique "Mes démarches" seront saisies par des agents selon l'ordre d'arrivée, assure la responsable Unicité, un récépissé sera ensuite envoyé aux familles dans un délai de quinze jours à compter du dépôt du dossier. »

Papier, internet ou téléphone

Les usagers pourront toutefois contacter les services municipaux en cas d'interrogations. « Une cellule d'accompagnement téléphonique des usagers est mise en place, ajoute Fanny Bénard. Des agents apporteront leur aide pour guider les usagers lors de leur démarche d'inscription et pour répondre à leurs questions. Si la demande nécessite un accompagnement plus poussé, des rendez-vous seront proposés dans le respect strict des gestes barrières. »

BESOIN D'AIDE ? Appeler au 02.32.95.83.83.



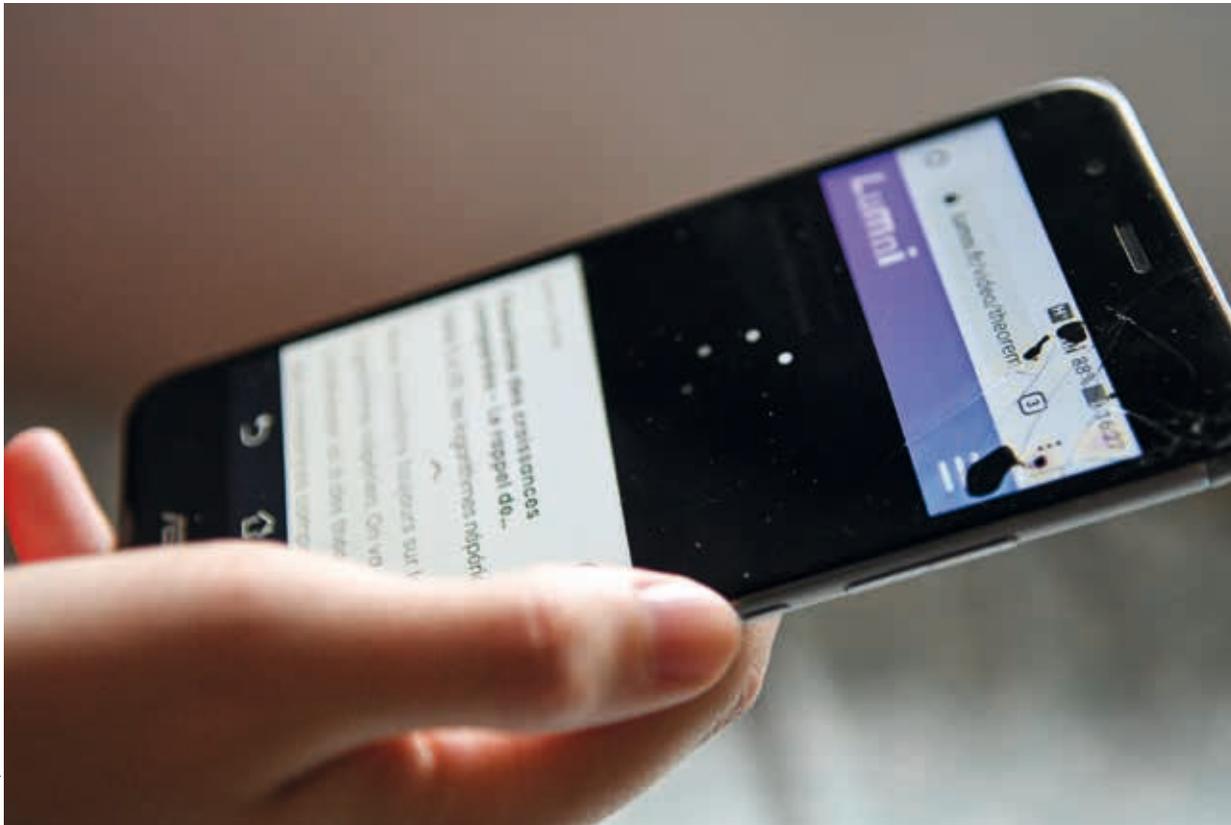


PHOTO: J.-L.

◀ Beaucoup d'élèves n'ont qu'un smartphone pour suivre l'école à distance. « Les élèves se sont épuisés à travailler seuls sur ce genre d'écran, explique Mathilde, enseignante en lycée. Ils étaient heureux de se retrouver en visio mais il y avait souvent des problèmes de forfait, de wifi ou d'encombrement du réseau. »

ÉDUCATION

Le confinement a rapproché école et familles

Pendant le confinement, parents et enseignants ont dû improviser l'école à la maison. Mais au-delà d'un bilan très contrasté, familles et écoles ont réussi à tisser des liens plus solides.

Un premier bilan ressort de ces mois d'école à la maison : les filles ont été plus studieuses et autonomes que les garçons. Sans être une règle infallible, c'est ce qu'enseignants et parents ont, sans surprise, constaté lors de ce trimestre confiné. Une règle qui s'est toutefois émoussée à mesure que s'étirait le confinement : « Il y avait en effet davantage de lassitude au retour des vacances de printemps, constate Laurent*, un directeur d'école du Madrillet. On a réussi à maintenir le lien avec les familles, même celles sans ordinateur, et c'est ça le plus important. » « C'est une belle leçon de coéducation, se félicite également Émeline*, une directrice d'école du bas de la ville, les parents et les enseignants ont travaillé main dans la main pour les enfants, c'est la plus grande richesse qui ressortira de ce confinement. »

Les choses ne se sont cependant pas faites d'elles-mêmes : « Au début, oui, on a perdu beaucoup d'enfants, assure Émeline, mais on a fait des enquêtes pour les retrouver et on a fini par avoir des nouvelles de tous. » Son collègue Laurent déplore quant à lui des « parents décrocheurs » dans son école : « Le lien avec les familles s'est fait par mail et par téléphone mais c'est vrai que quelques parents n'ont pas répondu à nos appels. »

« Rien ne remplace le présentiel »

Badra est pour sa part restée très vigilante. Cette maman de trois enfants au collège et au lycée regrette qu'il n'y ait pas eu de cours en visioconférence : « Mais c'est vrai, convient-elle, avec un seul ordinateur pour les deux garçons, les choses auraient été difficiles à organiser. »

Mais l'équipement informatique n'est pas la seule difficulté technique qui a nui à la

continuité pédagogique. La surconnexion a également posé des difficultés comme le fait remarquer Mathilde, enseignante au lycée Le Corbusier : « Quand tout le monde est connecté à la maison, il y a des coupures qui perturbent le cours à distance. En raison des inégalités d'équipement et de la durée du confinement, la notion de continuité pédagogique n'a pas vraiment de sens. Rien ne remplace un cours en présentiel. La seule chose qui reste positive, c'est d'avoir réussi à maintenir le lien avec mes élèves. »

Émeline pense également comme sa collègue du secondaire : « Oui, les enfants ont pris trois mois de retard mais ce n'est pas si grave, ça se rattrape. Ce qui m'inquiète le plus, c'est la perte de l'habitude de vivre en collectif. Six mois sans école, c'est long. »

* LES PRÉNOMS ONT ÉTÉ CHANGÉS.

Pendant le confinement, le boulevard Lénine était quasiment désert. La qualité de l'air s'est globalement améliorée même si des alertes pollution ont révélé que les transports ne sont pas la seule source d'émission de particules fines.

PHOTO : J.-P.S.

Voiture solo : la fin du rêve

Pendant le confinement, notre frénésie de déplacements a laissé place à un ciel lavé des pollutions routières. Le retour d'un air respirable nous interroge sur nos modes de déplacement.

La voiture a fait rêver. Star des road movies américains, objet de culte, « Déesse » des mythologies de Roland Barthes, elle a fasciné toute une génération. Dans un essai à contre-courant paru en 2016 *Vive la route ! Vive la République !*, Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill rappelle comment le projet routier a été « entièrement lié au processus de démocratisation globale de la société » dans une France où l'industrie automobile emploie jusqu'à 350 000 personnes. Mais au tournant des années 1970-80, rien ne va plus. Routes meurtrières, bruit, pollution,

engorgement des villes : les critiques commencent à pleuvoir. Englué dans la morosité des trajets pendulaires, le rêve de liberté et d'émancipation vire au cauchemar. Et la nouvelle génération vissée à son smartphone n'y adhère plus. Les plus urbains, rêvent de longues distances, mais en avion. Et pour le quotidien, c'est plutôt le vélo ou la trottinette, dans une société où l'hypermobilité est plus que jamais valorisée. « Être mobile », « être agile » : telle est l'injonction contemporaine pour accéder à l'emploi dont la précarité croissante rend parallèlement caduque toute velléité de déménager à proximité de son travail.

Les coulisses de l'info

44 % des déplacements de moins de 3 km et un quart des déplacements de moins de 1 km sont aujourd'hui faits en voiture sur la métropole rouennaise (source Enquête ménage déplacements, 2017).

Transports versus mobilité

Depuis les années 1980, la distance moyenne domicile travail — aujourd'hui de 15 km — n'a cessé d'augmenter. Tandis que les emplois se concentraient dans les centres urbains, entraînant un renchérissement des prix de l'immobilier, une autre partie de la population s'est retrouvée piégée dans la périurbanisation, accélérée par le phénomène de métropolisation, avec pour seule planche de salut : la dépendance automobile. Désormais, ce sont deux franges de la population qui se regardent en chiens de faïence : la France des métropoles branchées qui réserve la voiture à la route des vacances, et celle des lisières, des Gilets jaunes et des vieux diesels. La taxe carbone a achevé de consommer la rupture.

Alors pour coller aux besoins, on a changé les mots. On ne parle plus « transports » mais « mobilité », terme consacré par la Loi d'orientation des mobilités (dite LOM du 24 décembre 2019) qui devait tout révolutionner. Les alternatives fleurissent : vélo, transports publics, voitures électriques, partagées et bientôt autonomes déjà en expé-

rimentation sur le Technopôle du Madrillet, avec désormais un ennemi à abattre, « l'automobile », « fléau » des temps modernes.

Changer notre modèle de production

Mais face à la gravité du changement climatique, la révolution annoncée suffira-t-elle à contenir un secteur des transports, premier contributeur aux émissions nationales de CO₂ (29 % des émissions dont plus de la moitié par les véhicules particuliers. Source Citepa) ? Lancé il y a 9 ans par des anciens de la SNCF, le Forum Vies mobiles, au départ institut de recherche et désormais force de proposition, a réfléchi à ces questions à partir d'un constat simple et lucide : nos déplacements sont toujours plus nombreux et la courbe des émissions de CO₂ suit cette demande croissante de déplacements. Christophe Gay, codirecteur du Forum Vies mobiles résume : « *On parle aujourd'hui innovation technologique, efficacité énergétique ou même report modal, mais une vraie politique à la hauteur des enjeux serait d'abord de travailler sur l'évitement*

des déplacements. Une question totalement absente du débat car elle demande de repenser notre système de production. »

Une journée et demie perdue dans les transports

Une enquête nationale mobilité et modes de vie 2020, réalisée par le Forum Vies mobiles, révèle à ce sujet une sous-estimation récurrente des déplacements des Français qui seraient en moyenne de « 10 h et 400 km par semaine, soit l'équivalent d'une journée et demie de travail ». Avec des disparités considérables, les plus mobiles étant plutôt des hommes, diplômés et à revenus élevés. Pour les auteurs de l'enquête, cette sous-estimation s'explique par la non prise en compte — au-delà des trajets domicile-travail — des trajets effectués dans le cadre du travail (40 % des personnes en emploi). Les déplacements sont devenus complexes : métiers de services de plus en plus mobiles, horaires flexibles, éclatement des lieux de travail, nouveaux modes de vies : familles recomposées, parents éloignés, etc.

Pour Christophe Gay, « *on ne fera pas l'économie d'une réflexion sur nos modes de vie et sur l'aménagement du territoire, à rebours des politiques actuelles toutes fondées sur la capacité à se déplacer rapidement d'un point à un autre. Le transport est toujours appréhendé comme une simple modalité d'ajustement entre les activités du quotidien* ». Or l'enquête du Forum Vies mobiles le montre clairement : c'est dans les villes moyennes, de 10 000 à 50 000 habitants que l'on se déplace le moins, égratignant au passage « *l'idéal du modèle métropolitain, organisé autour d'une ville dense* ».

Le paradoxe du télétravail

Autre constat contre-intuitif : le télétravail, pratiqué moins de deux jours par semaine, →

PROJET ALTERNATIF

La responsabilité des collectivités

« *La vulnérabilité énergétique est un enjeu crucial pour les années à venir. Ceux qui ont la distance domicile-travail la plus longue ont aussi souvent les revenus les plus faibles et sont les plus exposés. Il existe donc une responsabilité des collectivités à gérer cette question !* », lance Guillaume Grima, représentant de l'association Effet de serre toi-même ! qui propose un projet alternatif pour la métropole de Rouen. Développer les transports publics, les parkings relais, les pistes à vélo et surtout mettre en cohérence les politiques de transports à travers une régie des transports publics font partie des solutions prônées. « *510 300 déplacements par jour de moins de 5 km se font en voiture. Notre objectif est d'en éliminer 15 % en 5 ans, soit 76 545 en moins. C'est tout à fait jouable !* »

→ augmenterait les déplacements en « libérant du temps pour d'autres déplacements et en rendant acceptables des déplacements domicile-travail plus importants car moins fréquents ». Le problème a beau être retourné dans tous les sens, il conduit toujours au même constat : voiture ou pas voiture, notre bougeotte aiguë n'est plus soutenable. Mais bonne nouvelle, d'autres enquêtes révèlent désormais une aspiration grandissante à ralentir,

retrouver de la proximité, voire à désertier les grandes villes.

Le sociologue allemand Hartmut Rosa avait déjà souligné en 2005, dans son ouvrage *Accélération. Une critique sociale du temps*, ce paradoxe selon lequel tout va toujours plus vite et plus que jamais nous manquons de temps. Nos rêves d'horizons se heurtent au mur du stress, de la fatigue chronique et le *burn-out* guette désormais l'automobiliste. ■

QUALITÉ DE L'AIR

Les transports ne sont pas la seule source de pollutions

Plusieurs alertes pollution aux particules fines ont été enclenchées pendant le confinement. Le phénomène n'a pas manqué d'étonner puisque la circulation routière, les transports aériens et maritimes avaient considérablement diminué. Il s'agissait d'« épisodes printaniers » classiques, expliquait alors au *Stéphanois* Christophe Legrand, le directeur adjoint d'Atmo, l'agence normande en charge de la surveillance de la qualité de l'air : « Ces pollutions sont dues aux particules fines issues de l'évaporation d'engrais agricoles dans l'atmosphère, cela arrive au printemps quand la terre se réveille. »



La bataille du rail

On le répète à satiété : le train est parmi les transports les moins polluants. Mais la dégradation du service a fini par provoquer le désamour des usagers.

À la halte ferroviaire de Saint-Étienne-du-Rouvray, on regarde de loin arriver le train pour savoir sur quel quai il ira se ranger. « *Il n'existe toujours pas de signalétique lumineuse* », tempête Jean-Louis Dalibert, président du collectif citoyen SOS Gares. En avril 2018, ces usagers s'alarmaient devant une situation de plus en plus préoccupante des gares de Saint-Étienne-du-Rouvray, mais aussi de Oissel-sur-Seine et de Sotteville-lès-Rouen. Passerelles dangereuses, guichet menacé de fermeture, quais non accessibles aux personnes à mobilité réduite et aux poussettes, etc., témoignent de la dégradation continue du service public. Et à l'heure

où l'État se désengage, c'est désormais la Région, promue Autorité organisatrice de la mobilité (AOM) – déjà gestionnaire des TER et depuis le 1^{er} janvier 2020 des trains Intercités – qui se retrouve en première ligne. Pour 2020, elle a déjà dégainé sa nouvelle offre de transports siglée Nomad pour redynamiser le réseau en même temps qu'elle se livrait à l'exercice périlleux de refonte des horaires.

La promesse est faite : cette année sera le début d'une nouvelle ère avec l'arrivée des nouvelles rames OMNEO au confort accru, des dessertes plus fiables, la modernisation des gares et la relocalisation

de la maintenance lourde dans les ateliers de Sotteville-lès-Rouen. Mais les voyageurs exaspérés par des années de retards à répétition, de trains vétustes, bondés, d'horaires élastiques... attendent de voir. Et

la perspective d'une ouverture des lignes à la concurrence d'ici 2023, prévue dans le Pacte ferroviaire de 2018, n'est pas pour les rassurer : la rationalisation de l'offre ne risque-t-elle pas de porter le coup fatal aux petites lignes ?

Rouvrir les petites lignes

Sacrifiées à la politique du tout-TGV, les petites lignes payent aujourd'hui des années de désinvestissement qui ont laissé une grande partie du réseau exsangue. En 2018,



La gare de Saint-Étienne-du-Rouvray est largement sous-exploitée. Pourtant le train reste le plus écologique des moyens de transport de masse, y compris en milieu urbain.
PHOTO: J. L.

le rapport Spinetta les disait déjà enterrées avant que la loi LOM ne remette nettement l'accent sur les transports du quotidien. Aujourd'hui, beaucoup se désolent de voir sur la métropole rouennaise une offre aussi sous-exploitée : neuf gares et haltes ferroviaires* y sont en service mais avec des taux de fréquentation tous en baisse (chiffres OMMeR 2018).

Pour inverser la tendance, le Conseil économique social et environnemental régional (Ceser), assemblée citoyenne consultative, a publié en avril 2019 un rapport sur la mobilité des Normands en faisant de l'offre ferroviaire un élément structurant. Parmi les préconisations : le cadencement des horaires, une meilleure interconnexion entre les transports, de nouveaux services en gare et surtout le redéploiement de l'offre en prenant appui sur des lignes existantes : par exemple, la ligne actuellement dédiée au fret desservant la rive gauche de Rouen jusqu'à Saint-Pierre-lès-Elbeuf et traversant « un bassin de près de 100 000 habitants »

(Le Petit-Quevilly, Le Grand-Quevilly, Petit-Couronne, Grand-Couronne et Elbeuf) pourrait être rouverte aux passagers. On reparle aussi de la liaison Rouen-Évreux par Louviers qu'on voyait déjà endimanchée en voie verte : fin 2019 la Région commandait finalement à SNCF Réseau une étude sur la faisabilité de cette ligne, le tram-train, plus léger et moins coûteux, pouvant être une solution à étudier. Mais tout l'édifice repose surtout sur le projet de Ligne nouvelle Paris-Normandie (LNPN) et la nouvelle gare de Rouen rive gauche qui, dans le meilleur des cas, sortiront des cartons à l'horizon 2030.

Il n'empêche, un consensus semble émerger sur l'idée que le train sera une des clés des mobilités du futur : transport par définition « de masse », il devra en passer par une offre attractive pour restaurer la confiance et ramener les usagers vers les gares. ■

* ELBEUF-SAINT-AUBIN, MALAUNAY-LE HOULME, MAROMME, OISSEL, ROUEN-RIVE-DROITE, SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY, SAINT-MARTIN-DU-VIVIER, SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN, TOURVILLE-LA-RIVIÈRE.

BATEAU-BUS SOLAIRE Un nouveau point pour franchir la Seine

Jean-Noël Le Toulouzan est membre de Concept Helios Propulsion, une association née il y a 25 ans grâce à des passionnés de la mer, de voile et de technologies solaires.

Il y a cinq ans, vous proposiez à la Métropole de Rouen l'idée d'un bateau-bus solaire pour relier l'éco-quartier Flaubert à la rive droite. Avant le confinement, la navette maritime Félix de Araza faisait traverser de 200 à 300 passagers par jour. Y a-t-il un avenir pour le bateau-bus solaire à Rouen ?

Cette liaison nous a semblé d'emblée la plus pertinente compte tenu de la grande distance (1,5 km) entre les ponts Guillaume-le-Conquérant et Gustave Flaubert et de la courte traversée (170 m) entre les deux ponts d'accostage. La création d'un nouveau point de franchissement de la Seine dans ces quartiers en pleine expansion était attendue.

Baucoup de villes s'intéressent aujourd'hui à ce nouveau mode de transport. À Rouen, d'autres liaisons pourraient-elles voir le jour ?

Il y a moins d'intérêt à longer la Seine pour le transport de passagers : la navette ne dépassant pas les 10 km/h, elle n'offrirait pas une alternative crédible aux TEOR qui fonctionnent déjà sur ce parcours. En revanche, on pourrait envisager un « vaporetto » touristique. Mais c'est surtout sur la question du fret – sur le dernier kilomètre – que nous travaillons aujourd'hui, et notamment sur la faisabilité d'une liaison Sotteville-lès-Rouen – Le Marché d'intérêt national (MIN).

PLUS D'INFOS <http://bateauxsolaires.org/>

Les « premiers de corvée » n'ont rien lâché

Certains les ont appelé-e-s les « héros de la première et de la deuxième ligne », filant la métaphore guerrière imposée par Emmanuel Macron au début du confinement. D'autres, plus ironiques, les ont nommé-e-s « les premiers de corvée », en réponse aux « premiers de cordée » du même président Macron. Ces femmes et ces hommes préfèrent cependant se définir comme des professionnels qui ont continué de faire leur travail, malgré la pandémie. Est-ce un effet de la modestie ou le sentiment qu'ils ne devaient pas faiblir au moment où la société avait coûté que coûte besoin d'eux face au coronavirus ?



PHOTO: J.P.S.



PHOTO: J.L.

Rachel, aide-soignante

« Au début du confinement, je ne voyais pas le danger, et puis au bout de quelques jours l'inquiétude est montée. Je me suis demandé si je prenais peut-être plus de risques que nécessaire. J'étais très inquiète à l'idée que je pourrais contaminer mes patients. Être qualifié de "héros", ça fait du bien, ça booste, mais ce qui me motivait pendant cette période, c'était la prise en charge des patients. Je n'ai pas changé ma façon de voir mon métier. »

Désiré, ripeur

« J'ai continué à travailler pendant le confinement. On a dû adapter notre organisation. Comme on ne pouvait pas être à trois dans la cabine du camion, l'un de nous suivait avec sa voiture jusqu'au départ de la collecte. Pour le reste, c'était comme d'habitude, avec les gestes barrières en plus. Je ne me considère pas comme un héros. »

Robert, facteur

« Je n'ai rien changé à mes habitudes de travail. On a eu tout ce qu'il fallait en termes d'équipement : gel, masques, etc. On a modifié la procédure pour éviter que les usagers touchent le portable lors des signatures pour la réception de recommandés. Le mot "héros" est un peu fort mais ça dit quelque chose de l'importance de notre mission de facteur. »



PHOTO: J.L.



PHOTO: J.P.S.

Virginie, caissière

« Je ne me considère pas comme une héroïne, même si au début du confinement on a eu du mal à se procurer des protections, c'était un peu anxiogène. Mais je n'avais pas d'autre choix que d'aller travailler. J'aime le travail d'équipe et je me voyais mal laisser mes collègues dans la galère. »



PHOTO: J.L.

Christine, vendeuse en boulangerie

« Je fais ce métier dans cette boulangerie depuis quarante ans. On a adapté le magasin et nos pratiques pour mettre nos clients en sécurité. On n'a pas travaillé moins, juste différemment. C'était normal pour moi de venir travailler. »

Les agent·e·s stéphanois·es ont aussi répondu présent

Joachim Moyse, maire

« Beaucoup d'agentes et d'agents se sont porté·e·s volontaires dès le début du confinement pour assurer des missions qui n'étaient pas les leurs. Grâce à leur mobilisation, nous avons pu maintenir et renforcer les services publics stéphanois là où ils étaient essentiels à la population. C'est grâce à la mobilisation des agents que nous avons pu renforcer le portage de repas pour les personnes isolées. Grâce aux animateurs et aux Atsem, nous avons pu accueillir les enfants de soignants. C'est aussi grâce aux agents que nous avons pu répondre aux médecins stéphanois et sottevillais qui nous demandaient d'ouvrir un centre de consultation Covid. Ce sont les agents stéphanois qui ont assuré son installation dans la salle festive en un temps record, ce sont eux qui ont quotidiennement assuré la désinfection du centre. Je pense aussi aux agents de l'accueil qui ont répondu à des centaines d'appels chaque jour. Cette épreuve a renforcé le lien entre les habitants et les services de la Ville. Avec la nouvelle première adjointe en charge du personnel communal, Anne-Émilie Ravache, je tiens à remercier les agents stéphanois. Leur sens du service public et leur dévouement total nous ont permis, collectivement, de faire face à cette épreuve inédite. Le confinement a plus que jamais démontré que les services publics sont nécessaires et vitaux. »



PHOTO: J.-P.S.



PHOTO: J. L.

Delphine Queval, assistante sociale, agente municipale

« D'autres difficultés sont apparues pendant le confinement. Le fait par exemple que les cantines scolaires soient fermées, cela a rajouté des frais de repas sur le budget familial... Là encore, nous contacter et nous en parler a pu au moins permettre de faire le tour des soutiens financiers, associatifs ou autres qui pouvaient soulager ces familles. C'est aussi une période au cours de laquelle, plus que jamais, nous nous sommes félicités tous collectivement que l'action sociale et solidaire continue d'être exercée au sein des services publics stéphanois. C'est le meilleur levier pour une action de proximité. »

Pascal Cauvin, responsable de la production des repas, agent municipal

« Chacun a mis la main à la pâte pour assurer la propreté et l'assainissement des locaux de la cuisine centrale une fois la journée de préparation terminée. Ce respect du travail jusqu'à son terme, c'est aussi une manière qu'ont eue les collègues de manifester leur engagement auprès des habitants. C'était important pour nous tous de pouvoir continuer cette mission de restauration dans une période difficile... »

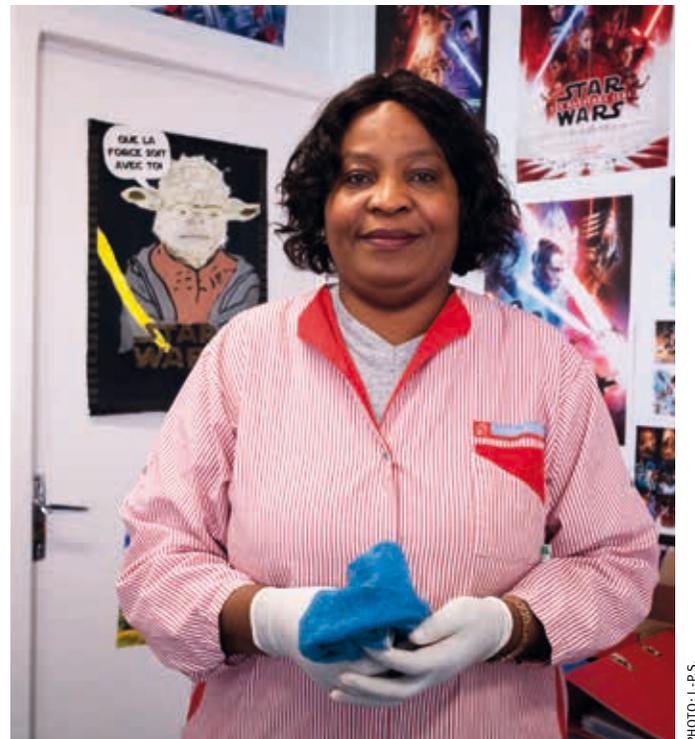


PHOTO: J.-P.S.

ENVIRONNEMENT

Frelons, guêpes et abeilles

Tout Stéphanois suspectant ou découvrant à son domicile un nid de frelons asiatiques doit contacter la plateforme départementale pour y faire le signalement du nid et obtenir les renseignements sur la conduite à tenir, soit par téléphone au 02.77.64.57.76, soit par voie numérique www.frelonasiatique76.fr. Des aides financières sont accordées.

• **Guêpes, frelons communs, bourdons**

Les Stéphanois doivent faire appel à une entreprise privée.

• **Abeilles**

En présence d'un essaim d'abeilles, il faut faire appel à un apiculteur (ce service est gratuit) : Pascal Berment au 02.35.65.85.95 ou au 06.32.93.72.34 ; Patrick Éloi au 07.82.33.93.91 ou au 06.07.54.76.02 ; Romain Hitzmann et Florent Montedori au 06.17.87.36.69 ; Elvire et Frédéric Lavour au 06.86.04.35.89 ; Marcel Favry au 02.35.66.59.32.



État civil

Vous trouverez ci-dessous l'état civil des trois derniers mois, dont les décès qui auraient dû paraître dans les deux Stéphanois qui ont été supprimés. Les mariages programmés pendant le confinement ont dû être reportés.

NAISSANCES

Anass Abdelkader, Ilyès Abdelmoula, Launi Adjal, Mathilde Calmette, Gabriel Canu, Tasnîm Chaâbi, Isaac Charafi, Assia Colombe, Kessim Compère, Assiya El Aissaoui, Kerem Kirat, Kamilia Lahbib, Imrân Largou, Hugo Leblond, Chiraz Mekkaoui, Esmée Nothias, Marius Panissaud, Hamza Singh, Maimouna Sy, Héloïse Tchanzy Sany.

DÉCÈS

Renée Hébert, Mohammed Khattab, Jonny Gros-Désir, Marguerite Marescq, Christiane Poyé, André Dumontier, Philippe Jorand, Marguerite Roger, Jean-Pierre Hoffmann, Jean-Claude Ribaux, Marcel Curens, Thierry Vallier, Raymonde Prudhon, Jane Koch, Mauricette Poutignat divorcée Lescaux, Ginette Van Den Bossche, Mickaël Dechamps, Roger Deveaux, Ernest Borel, Claude Jousse, Réjane Dupressoir, Mireille Leroux, Christiane Vandenhende, Francine Ribeiro, Jacqueline Goujon divorcée Million, André Blondel, Denise Sonnet, Pascal Boulet, Jean-Louis Baudin, Francis Anquetil, Henri Ripoll, Manuel Silvestre Antonio, Manuel Gomes, Ernest Lédée, Jacques Landais, André Boust, Mireille Bertin, Allymoodeen Joomabocus, Daniel Adam, Lydie Friloux, Bortolo Panozzo, Christian Lenoble, Bruno Roussel, Renaud Delaunay, Paulette Lenglet, Paulette Lemonnier divorcée Réard, Andrée Hardy, Ginette Noël, Jean-François Leroy, Claude Séguin, Joël Leclerc, Édith Binet, Andrée Picard, Charles Morin, Michel Rouillé, Dominique Lefebvre, Éliane Pruneyre, Micheline Gozalbez Tortosa, Jean-Louis Lucas, Emphany Ngayo, Pamela Siméon, René Lebourgeois, Miya Casajuana Gibert, Rolande Compère, Gérard Carreau, Lyonel Bournisien, Maurice N'Goma Bidounga, Daniel Rihouay, Idir Ait M'Barek, Jacky Drouault, Rkia Abbassi, Renée Quémener, Monique Montier, Christiane Binard, Gracinda De Carvalho, Gaston Sécache, André Bazire, Alain Monnier, Sédifo Traore, Fernande Vervisch, Gabou Sembe.

TRAVAUX

COUPURES DE COURANT

Des travaux vont être réalisés sur le réseau électrique mardi 30 juin de 8 h 45 à 12 h 45 au parc Saint-Just. Ces travaux entraîneront une ou plusieurs coupures d'électricité.

TRANSPORTS

AIDES À L'ACHAT ET À LA RÉPARATION DE VÉLOS

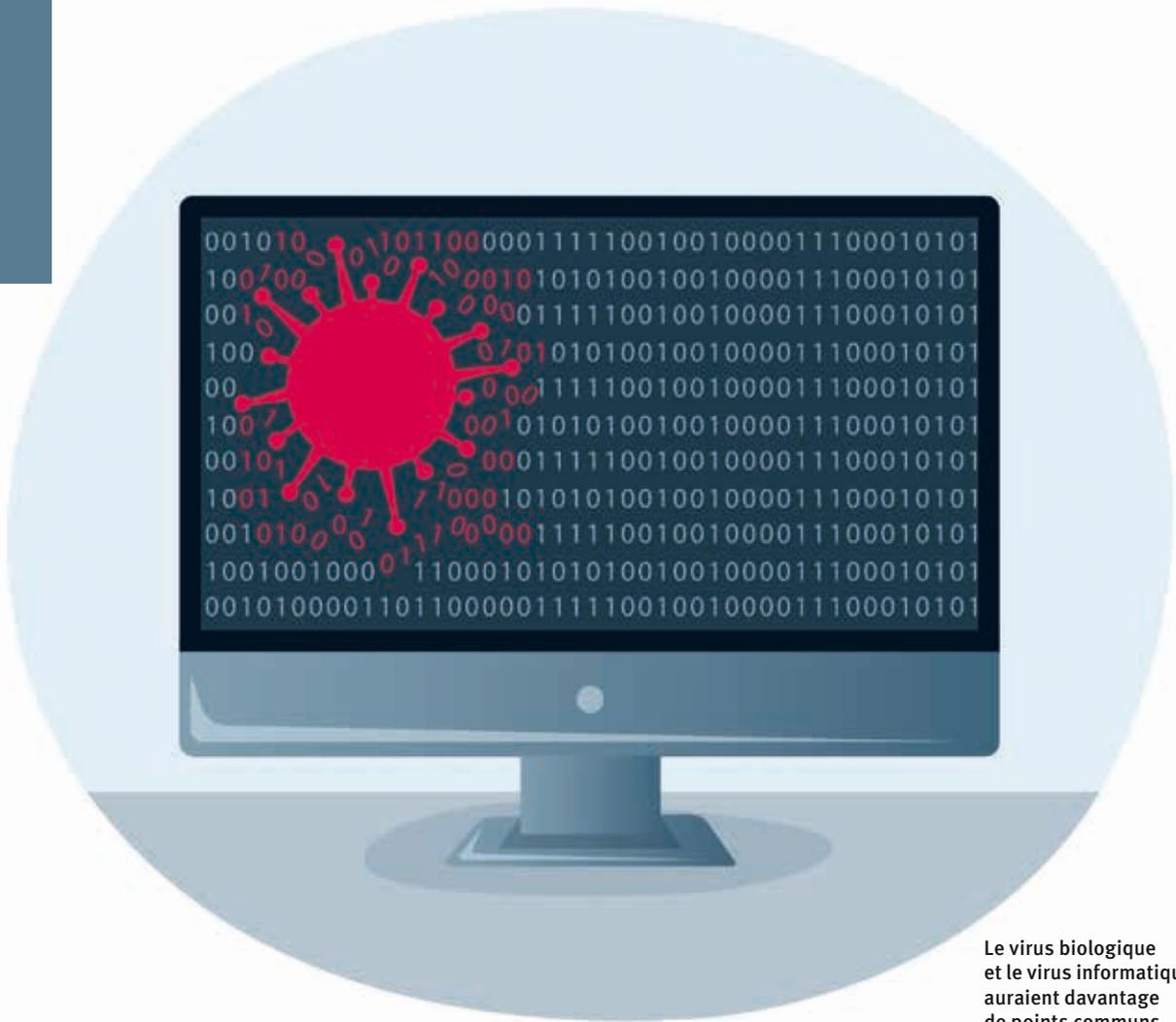
Afin de favoriser le développement de la pratique du vélo, la Métropole Rouen Normandie propose une aide à l'achat : 30% du montant toutes taxes comprises dans la limite de 300 € par matériel neuf (vélo à assistance électrique, pliant, cargo ou familial ainsi que châssis pendulaires à deux roues) acheté chez un professionnel et par une personne physique majeure. Les demandes d'aide sont totalement dématérialisées et examinées dans l'ordre d'arrivée selon la date d'envoi du formulaire en ligne à l'adresse suivante : <https://www.metropole-rouen-normandie.fr/demande-d-aide-a-l-acquisition-de-velo-specifique>. Seuls les 1000 premiers dossiers complets seront pris en compte. Par ailleurs, le ministère de la Transition écologique et solidaire a mis en place le programme « Coup de pouce vélo » qui permet une aide de 50 € pour la réparation et la reprise en main de votre vélo.

INFOS coupdepoucevelo.fr

PRÉVENTION

PLAN CANICULE

En cas de canicule, les personnes isolées sont particulièrement exposées aux risques de déshydratation et d'hyperthermie (augmentation de la température corporelle avec altération de la conscience). Du fait de leur isolement, ces personnes ne sont pas forcément informées des risques qu'elles encourent, aussi, leurs voisins, leurs proches, leurs connaissances peuvent, sans attendre, les aider en les signalant au guichet unique seniors de la Ville. En cas de grosses chaleurs, une équipe de la mairie pourra alors les assister dans le cadre du plan de veille saisonnière, dit « plan canicule ». Ce dispositif a été enclenché, comme chaque année, le 1^{er} juin par la Ville et la préfecture. Il est également possible de signaler les personnes vulnérables, âgées ou non, en retirant un bulletin d'inscription à l'accueil de la mairie, de la maison du citoyen ou de le télécharger sur le site saintetiennedurouvray.fr, rubrique « en pratique/seniors ».



Le virus biologique et le virus informatique auraient davantage de points communs qu'on ne le pense...
DESSIN : GAYANÉE BÉREYZIAT

RENCONTRE

Virus contre virus

Le virus est-il un être vivant ? A-t-il un lien avec son homologue informatique ? Un virologue et une informaticienne mettent côte à côte ces deux « choses » qui partagent le même nom...

Les coulisses de l'info

Les semaines de confinement et le recours aux écrans ont vu converger deux sortes de virus : le virus biologique et le virus informatique. La rédaction a mis face à face (en vidéoconférence) deux spécialistes de la question pour savoir si ces deux « entités » avaient autre chose en commun que le nom.

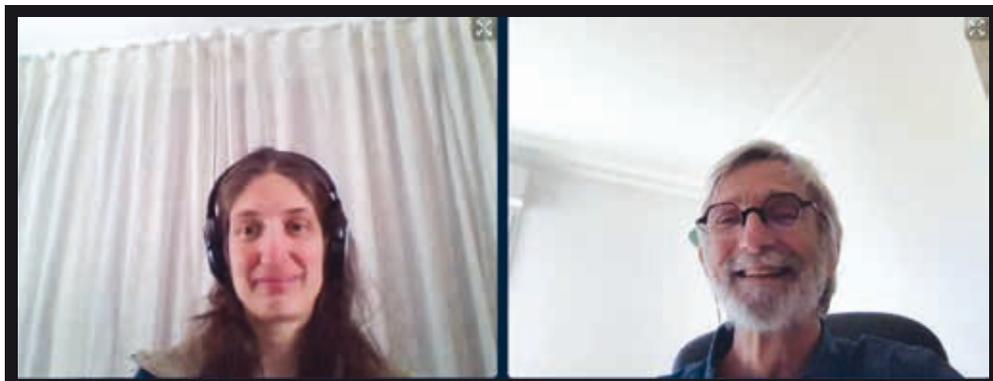
L est mille fois plus petit qu'une bactérie* qui n'est elle-même pas plus large qu'un cheveu coupé en dix (moins de 0,004 mm). Mais le plus microscopique des organismes microscopiques peut aussi contraindre quatre milliards d'humains à rester confinés chez eux.

Cette microchose défie donc non seulement les échelles du temps et de l'espace, comme l'explique Jacques Le Pendu, chercheur en immunologie virologie à l'Inserm** de Nantes (« *Le monde vivant est contaminé depuis ses débuts par les virus. Ils sont aussi les entités les plus nombreuses du vivant* »), mais elle défie aussi la notion même de « vivant ». « *La communauté scientifique débat*

encore aujourd'hui au sujet du caractère vivant ou non de ces "entités", ajoute le virologue. Tout dépend de la définition que nous donnons au vivant. On peut néanmoins dire que les virus sont des entités biologiques qui ont besoin d'entrer dans une cellule vivante et de détourner la machinerie de cette dernière pour se répliquer, se reproduire. À l'extérieur d'une cellule hôte vivante, le virus est incapable de se reproduire. Mais il peut, en revanche, infecter n'importe quel type de cellule. »

Méchant ou pas méchant ?

Chose inerte hors d'une cellule mais vivante lorsqu'elle s'est trouvé un « hôte », le virus biologique reste un être inclassable (lire



encadré). Et il est en cela très différent de son homologue informatique, pointe Magali Bardet, maîtresse de conférences en sécurité informatique à l'université de Rouen : « *Un virus est un programme comme les autres qui se distingue seulement par son côté malveillant.* » Il y a donc virus et virus... Ou peut-être pas, comme le fait remarquer Jacques Le Pendu : « *La plupart des virus ne causent pas de maladies, ils peuvent même s'avérer très utiles. Les mammifères ont par exemple besoin de la protéine produite par un virus pour fabriquer leur placenta. Donc pas de virus, pas de bébé !* »

Plutôt rusés les virus

De là à dire que tout programme informatique est un virus dont certains s'avèrent malveillants, il n'y a qu'un pas que Magali Bardet n'hésite à franchir avec humour : « *Le smartphone de nos enfants peut aussi être considéré comme un virus. Il s'introduit dans la maison avec des effets plus ou moins heureux.* » Ces deux bestioles, virtuelle ou réelle, ont donc davantage en commun qu'un simple nom. Toutes deux savent se mettre en sommeil et attendre le meilleur moment pour attaquer, comme s'entendent pour le dire les deux spécialistes. « *Certains virus se mettent en mode dormant quand ils se sentent observés, explique Magali Bardet, ils se mettent en veille*

pour ne pas se faire repérer. » Jacques Le Pendu illustre quant à lui cette analogie avec le virus de l'herpès : « *Il reste en sommeil tant que le système immunitaire garde un œil sur lui, et il se réveille quand il connaît une faiblesse.* »

Le meilleur antivirus, c'est la santé

Mais s'il y a un point sur lequel les deux spécialistes sont bien d'accord, c'est celui de la lutte contre les virus malveillants. Certains virus sont plus difficiles à combattre que d'autres mais le meilleur moyen de protéger nos machines comme nos corps reste le même : « *Être en bonne santé et appliquer les gestes barrières.* » L'ordinateur doit être mis à jour, recevoir son traitement antiviral, de même que le corps doit bichonner son système immunitaire et éviter de s'exposer... quand c'est possible. ■

▲ Jacques Le Pendu, chercheur en immunologie-virologie, et Magali Bardet, chercheuse en sécurité informatique, ont échangé sans s'exposer au virus biologique... mais peut-être aux virus informatiques !

*Mais la plus grande des bactéries, la thiomargarita namibiensis, est visible à l'œil nu (0,75 mm).

**Institut national de la santé et de la recherche médicale

ANCÊTRE COMMUN

Tous enfants de LUCA

Tous les êtres vivants descendent d'un seul et même ancêtre commun qui vivait sur Terre il y a trois à quatre milliards d'années. Nommé LUCA, ce dernier ancêtre commun a donné naissance à trois grandes familles du vivant : les archées, les bactéries et les eucaryotes. L'être humain, la grenouille et le grain de riz... sont tous des eucaryotes, des composés de cellules dotées d'un noyau, contrairement aux cellules des bactéries et des archées qui n'en possèdent pas.

INTERVIEW

« L'écrasante majorité des virus n'est pas pathogène »

Jacques Le Pendu est directeur de recherche au CNRS en immunologie-virologie à l'Inserm de Nantes.

Les virus peuvent-ils évoluer et s'adapter ?

Oui, les virus évoluent et à des vitesses variables. Surtout les virus à ARN* qui ne disposent pas d'un système de correction du génome. Quand une cellule se réplique, se reproduit, il peut y avoir des fautes, un peu comme lorsque nous recopions un texte. Ces erreurs permettent aux virus d'évoluer et de s'adapter. Le coronavirus est un virus à ARN. Par conséquent, il mute mais pas tant que ça. Et beaucoup moins que le virus de la grippe saisonnière. Le fait que la Covid-19 mute très peu est une chance pour le développement d'un vaccin mais, en revanche, ça l'est moins en ce qui concerne la recherche d'un traitement. Un traitement viral vise à bloquer le système de correction des fautes de réplication or comme le coronavirus commet peu de fautes de réplication, il est difficile de le neutraliser sur ce terrain.

Quelle est l'espérance de « vie » d'un virus hors d'une cellule hôte ?

Un virus sans hôte ne se reproduit pas. En outre, sur une surface quelconque, sa quantité ne peut pas augmenter, contrairement aux bactéries, par exemple. Mais combien de temps restent-ils en vie, c'est difficile à dire. Comparé au virus de la gastro-entérite, on peut dire que le coronavirus est moins résistant. Tout cela dépend en fait de l'enveloppe qui recouvre le virus. Certaines enveloppes sont plus résistantes que d'autres à l'eau et au savon. Le coronavirus résiste mal au savon et à l'eau, c'est une bonne nouvelle. Mais il faut aussi savoir que les virus s'accrochent un peu partout, sur des particules diverses et variées. Tout objet ou personne au contact d'un virus est donc potentiellement contagieux.

*Il existe aussi des virus à ADN.



PHOTO: J.-P. S.

Les « petites mains » en première ligne

Face à la pénurie de masques, de nombreuses couturières se sont mobilisées pendant le confinement.

Dès le début du confinement, elles ont été des milliers à fabriquer des masques lorsque la population en avait le plus besoin. Les stocks étaient vides et les commandes n'arrivaient pas, les couturières ont donc usé de leur savoir-faire au nom de la solidarité. « Je fabriquais quarante

masques par jour en moyenne, j'ai arrêté de compter après cinq cents », se rappelle Agnès Léonio, couturière indépendante qui encadre aussi des ateliers couture à Saint-Étienne-du-Rouvray. Les premières semaines, sa machine à coudre chauffait de jour comme de nuit : « Je m'y mettais dès le petit-déjeuner, parfois jusqu'à une

heure du matin. » Un dévouement d'autant plus louable que les masques étaient remis gratuitement à ceux qui en avaient le plus besoin, personnel soignant en tête. « Je le referais sans hésiter, assure Agnès. La solidarité, c'est le plus important, il faut savoir tendre la main. »

Leur propre machine et leur propre tissu

Mais de fil en aiguille, les limites de cette solidarité sont apparues. « On a vite reçu des commandes abusives, raconte Sergine Galenne, couturière indépendante et professeure de couture au centre socioculturel Jean-Prévoist. Des collectivités nous ont demandé de livrer des masques en plus grande quantité, toujours gratuitement. On a eu le sentiment de se faire exploiter. » Les couturières utilisaient leur propre machine à coudre et leur propre tissu. Continuer ainsi n'était plus possible. « À un certain point, c'était devenu de l'esclavagisme », pousse Sergine qui a rejoint « Bas les masques », un collectif de couturières créé pour attirer l'attention du grand public sur leur situation. « Si des collègues se sont retrouvées à travailler bénévolement dans des hangars aux allures d'ateliers clandestins, c'est à cause d'une mauvaise gestion des stocks de masques par l'État et les collectivités », explique la couturière qui met également le doigt sur le sexisme qui ressort de cette situation. « On n'aurait jamais demandé à des hommes de bosser gratuitement, ni à des boulangers de donner cinq cents baguettes pour zéro euro. »

Depuis mi-mai, Agnès Léonio et Sergine Galenne animent chaque jeudi un atelier de confection de masques en tissu au centre socioculturel Jean-Prévoist. L'atelier est gratuit et ouvert à toutes et tous, mais si confectionner votre propre masque ne vous dit rien, Sergine Galenne ose un conseil : « Mieux vaut se tourner vers les couturières indépendantes que d'autres commerces pour se procurer un masque de qualité, et se montrer solidaire de leur travail. » ■

ATELIER COUTURE Centre socioculturel Jean-Prévoist. Renseignements au 02.32.95.83.66.